

«(...) la faiblesse d'un certain nombre d'Etats, exerçant avec peine leurs responsabilités régaliennes et ne respectant pas leurs engagements internationaux, est une source supplémentaire de risques.» Ainsi en Afrique subsaharienne, une zone de grande fragilité, sur fond de pauvreté chronique, de crises politiques et de guerres civiles.

«Globalement, la guerre, l'affrontement sont de retour de façon durable, avec une multiplication de crises de plus en plus violentes, qui nous menacent très directement (...).

«(...) l'état du monde souligne combien les États dotés d'un exécutif fort sont capables de mettre en œuvre une stratégie et de s'y tenir, y compris par la force. Il y a là un vrai défi pour nos démocraties occidentales.

«Les phénomènes de migration seront incontestablement un facteur majeur de déstabilisation, notamment de l'Europe dans les années qui viennent.

«A la lumière du terrorisme, la violence est un déni de l'autre, alors que la force implique une retenue de la puissance. La force se refuse à la cruauté, à laquelle la violence conduit souvent. La force peut être affirmée quand la violence se déchaîne. (...) la violence recule là où la force avance. La maintien d'une force militaire en capacité de s'opposer à la violence est une responsabilité collective.»

Réarmement... Et l'Europe ?

«Signe de cette montée des tensions: le monde réarme. Après des décennies de stagnation ou de baisse, le cycle s'est inversé en 2015. Les ventes d'armes dans le monde ont même retrouvé, en 2016, leur niveau de la fin de la Guerre froide. Les dépenses militaires représentent environ 1700 milliards de dollars, soit 2,3% du PIB mondial.

«En Europe, depuis deux ans, les budgets de défense repartent timidement à la hausse, et encore, pas de façon homogène. Pris dans leur ensemble, les pays européens ne consacrent que 1,2% de leur PIB à la défense, quand les États-Unis y investissent 3,3% et la Russie 5,4%. Ce désarmement relatif des Européens entraîne, mécaniquement, un moindre investissement dans la préparation de l'avenir, celui de la *paix d'avance*. Avec environ 10 milliards d'euros de dépenses de recherche et développement, les pays européens s'inscrivent dans un rapport de 1 à 9 avec les États-Unis. Ce n'est plus tenable. L'avantage technologique dont disposaient l'Europe et l'Occident est en train de fondre. L'heure de la fin de l'insouciance a sonné.

La Suisse au centre de l'Europe

Adaptons à la Suisse, une des considérations finales du général Pierre de Villiers. La Suisse «peut devenir son propre ennemi lorsqu'elle se laisse envahir par le doute qui, souvent, annonce la défaite. C'est un vieux principe stratégique: celui qui doute perd.» La Suisse perd lorsqu'elle est victime de ses divisions. A-t-on le droit de se déchirer lorsqu'on se trouve dans une situation de vulnérabilité sécuritaire ? Les dimensions lumineuses de notre passé ne sauraient être oubliés par des «exercices de repentance, de culpabilisation et d'excuses dont on nous abreuve parfois.»

Villiers, Pierre de général d'armée: *Servir*. Paris, Fayard, 2017. pp. 31, 33-34, 40, 43-49, 190-191.